



Trade Union
Advisory Committee
to the OECD
*Commission
syndicale consultative
auprès de l'OCDE*

L'impact du commerce et de l'investissement sur l'emploi et le développement

Réunion du TUAC, 13 mars 2019

8h30 – 9h30 | Salle CC7, Centre de Conférences OCDE

Le café sera servi à partir de 8h15.

Inscriptions avant le 6 mars 2019 à tuac@tuac.org

CONTEXTE ET OBJECTIF DE LA RÉUNION

Le multilatéralisme est un bien public précieux, mais vulnérable. Au cours des dernières décennies, la dimension économique du multilatéralisme, axée sur la libéralisation des échanges, de l'investissement et de la finance, a dominé les politiques mondiales. Dans le même temps, les questions sociales et d'emploi sont reléguées au rang des politiques nationales, un espace lui-même soumis aux règles internationales fondées sur la théorie du « libre marché ». Aujourd'hui, ce type de multilatéralisme traverse une crise de confiance. Il a abouti à un modèle économique constitutif de faible croissance, qui a accru les inégalités et rogné la classe moyenne. En réponse, la réaction populaire s'exprime contre la mondialisation et ses institutions.

L'objectif de cette réunion est d'engager un débat entre l'OCDE et le mouvement syndical sur les dangers et les opportunités du libre-échange et de l'investissement.

Cette discussion intervient au moment où le Comité Investissement et le Comité des Echanges commencent à collecter des données et analyser l'impact du commerce et de l'investissement sur la société et sur le marché du travail. Pour être utile, cette analyse devrait aller au-delà du simple nombre d'emplois et prendre en compte le niveau des salaires, les conditions de travail, la sécurité de l'emploi et l'évolution des qualifications – tous ces éléments étant modifiés par les effets de la libéralisation du commerce et de l'investissement.

Une telle analyse qualitative mènera à une réflexion approfondie sur la manière de rééquilibrer les intérêts des entreprises avec les droits de l'homme, les normes du travail, ainsi que le droit des états de réglementer et de garantir une concurrence équitable.

PROGRAMME FINAL

Séance animée par **Séverine Picard**, Senior Policy Adviser, TUAC

INTERVENANTS

Augustin Bourguignat, Secrétaire Confédéral, CFDT

Daniele Basso, Conseiller Commerce et Investissement, CES